

Pourquoi fermer des ambassades de Belgique ?

Le professeur

● Selon "L'Echo", la Belgique étudie la fermeture de 33 ambassades et consulats.

● Vu les contraintes budgétaires, nous devons rationaliser notre réseau diplomatique, disent les Affaires étrangères.

● Tirs croisés sans langue de bois diplomatique.

■ La tendance est à l'optimisation du réseau afin de répondre à la pression budgétaire accrue mais surtout de s'adapter à un monde en perpétuelle évolution. Il est possible de maintenir une bonne représentation des intérêts politiques et économiques de la Belgique tout en dépensant moins, notamment en rendant les ambassades plus dynamiques et mobiles.

"Il est possible de rationaliser la présence de la Belgique sans que la perte en termes d'influence et de capacité de collecte d'informations et de défense des intérêts belges soit manifeste."

MICHEL LIÉGEOIS

Professeur et chercheur au Cecri UCL.

Pour quelles raisons rationalise-t-on la présence belge à l'étranger, contrainte économique ou souci de cohérence ?

Les deux à la fois. Dans la déclaration gouvernementale de l'équipe précédente, on parlait déjà d'optimisation du réseau. Cette réflexion est permanente et comporte évidemment une composante budgétaire. Plus la pression est forte, plus on raisonne dans le sens d'une diminution du nombre de postes. Au terme de cet exercice, il y aura plus de fermetures et que d'ouvertures. Il est plus sage d'avoir un nombre plus réduit de postes bien pourvus en personnel plutôt que de maintenir à tout prix un réseau important qui ne permette pas aux diplomates de travailler dans de bonnes conditions. Cette réflexion est permanente avant tout parce que les relations internationales évoluent, que certains pays deviennent moins ou plus importants. Il est donc essentiel que la représentation belge à l'extérieur s'adapte à ce monde en évolution. Par ailleurs, le nombre de ressortissants et l'afflux de touristes belges entrent aussi en ligne de compte.

L'Afghanistan, le Pakistan ou le Liban, sur la liste des postes sur la sellette, sont pourtant encore des points chauds.

Notre représentation à Kaboul était importante car nous étions présents militairement en Afghanistan. A partir du moment où nos troupes ne se retirent et compte tenu des coûts de fonctionnement élevés de l'ambassade en raison des mesures de sécurité draconiennes, il peut être sage de fermer le poste de Kaboul. Cela ne signifie pas qu'une représentation itinérante ne puisse y faire escale. La même chose vaut pour Islamabad. Le Liban, qui subit de plein fouet le contrecoup de la crise syrienne, a probablement besoin de soutien. Il faut être attentif au signal politique que l'on envoie et expliquer au gouvernement et aux composantes de la société locale que c'est un choix rationnel et non pas une distanciation politique.

Et s'il n'y avait pas une telle pression budgétaire ?

L'exercice a toujours eu lieu mais on aurait alors probablement une équivalence entre les ouvertures et les fermetures. La question est la suivante: comment maintenir une bonne représentation des intérêts politiques et économiques de la Belgique tout en dépensant moins ?

On peut imaginer qu'en fermant des représentations consulaires et en renforçant le personnel d'une ambassade devenue plus dynamique et plus mobile, nous faisons des économies substantielles tout en maintenant une présence quasiment identique.

Devrait-on se limiter à un ambassadeur pour une région ?

Il arrive déjà qu'un ambassadeur soit accrédité dans plusieurs pays. L'ambassadeur en République démocratique du Congo pourrait aussi couvrir le Congo-Brazzaville, les deux capitales n'étant séparées que par un fleuve. Ce sont des arbitrages qui doivent être faits en fonction de l'importance du travail et de la possibilité matérielle de travailler avec des accréditations multiples.

La présence de l'UE, l'importance du Benelux et des régions

rendent-elles la représentation belge moins primordiale ?

La complémentarité avec des services régionaux, européens ou ceux d'autres pays avec lesquels on peut établir des partenariats peuvent faciliter la décision de fermer un poste. Notez qu'un représentant permanent de l'UE a pour mission de représenter l'Union et non pas les intérêts des Etats membres. Il me paraît dès lors difficile pour un Etat de se reposer sur cette représentation-là.

Quels sont les effets néfastes d'une telle optimisation ?

L'absence physique de la Belgique constitue une perte significative. La qualité des contacts, le fait de prendre part à la vie diplomatique dans la capitale changent fortement la dynamique et la possibilité pour la Belgique

d'être au cœur du travail et du réseau de relations. La qualité des informations que l'on peut recueillir est moindre tout comme la sensibilité que l'on peut avoir des évolutions. Par ailleurs, la Belgique deviendra un membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Onu en 2019. Pour pouvoir y jouer son rôle et peser sur la discussion, elle doit s'appuyer sur un réseau d'ambassades aussi large que possible à la fois pour avoir des informations de première main mais aussi pour pouvoir jouer de tous les leviers de la diplomatie nécessaires lorsque l'on occupe une position aussi centrale.

Entretien : Valentine Van Vyve

Le diplomate

■ C'est une catastrophe. J'en appelle au bon sens et au réveil des compatriotes. Nous avons perdu, nous Belges, la notion essentielle de notre rayonnement à l'étranger. Et nous l'aurons de moins en moins en le remplaçant par de petites particules, ici flamandes, là francophones, qui vont défendre leurs petits intérêts et préparer leurs petits plats dans leur petit coin. Je le déplore.

MICHEL CARLIER

Ambassadeur ^hre de Belgique. Successivement en poste au Chili, au Togo et Ghana, en Ethiopie et Djibouti, en Hongrie, en Roumanie, en Algérie, au Maroc et en Tunisie.
Auteur d'"Irak. Le mensonge. Une guerre préventive contestée" (L'Harmattan).

"Fermer Brazzaville qui est une base de repli éventuel en face de Kinshasa est une aberration.

Fermer Montréal est envisagé parce que les francophones ne défendent plus leur bifteck.

Supprimer La Havane n'a aucun sens. [...]

Islamabad! Beyrouth!

Il y a folie. [...] Ces dossiers ont une connotation communautaire".

La Belgique étudie la fermeture de 33 ambassades et consulats, selon "L'Echo". Votre réaction ?

Une fois de plus, on rabote là où il ne faut pas, c'est-à-dire dans la présence extérieure de notre beau pays. A terme, le SPF des Affaires étrangères va se réduire à une peau de chagrin. Diplomate pendant 42 ans, ambassadeur pendant 29 ans, j'avais connu des restrictions mais aujourd'hui on continue. Jusqu'où ?

N'est-ce pas une conséquence de la Belgique fédérale ?

Oui, la Belgique est de plus en plus réduite dans sa représentation extérieure avec des ambassades qui n'en

sont plus, concurrencées par les représentations de nos entités fédérées – Flandre, Wallonie et Bruxelles. Toutefois, on ne peut pas imaginer une mission princière à l'étranger sans ambassade. Or, que vient d'annoncer le gouvernement flamand ? Que le nombre de ces missions devait être diminué de moitié et passer de 4 à 2 par an. Et voilà comment on réduit encore la nécessité des ambassades de Belgique à l'étranger. Mais décider qu'il n'y aura que des représentations des Régions et Communautés n'a pas de sens. A l'étranger, nous sommes encore connus pour être un Etat.

Le motif de ces suppressions est économique.

C'est une question budgétaire, dit-on. Mais les Affaires étrangères sont déjà le parent pauvre avec un budget inférieur à 1 % du budget fédéral. A l'époque, nous étions 600 diplomates dont une centaine d'ambassadeurs et chefs de mission. Depuis on rabote, on rabote. Comme dans le budget de la Défense nationale. Un hasard ? Aujourd'hui, les chefs de mission diplomatique sont devenus des petits fonctionnaires chargés de veiller à ce que le moindre centime soit correctement justifié, avec un petit drapeau, une petite voiture souvent payée par l'ambassadeur lui-même et un personnel sans cesse réduit pour maintenir une apparence. Mais nous ne vivons pas dans un monde d'apparences mais bien de réalités pour lesquels il faut des moyens.

Mais la réalité ne commande-t-elle pas d'adapter le réseau diplomatique ?

Oui, créer et mettre en place des ambassades et consulats s'inscrit dans une dynamique politique. Le consulat de Rio de Janeiro a été ouvert et fermé... trois fois. Autre chose est de supprimer autant de représentations diplomatiques pour des motifs dits budgétaires. En matière d'Affaires étrangères, le problème aujourd'hui est de travailler à court terme. Sans doute parce que de moins en moins de gens au sein du grand public s'y intéressent, contrairement à d'autres pays. Nous avons

perdu, nous Belges, la notion essentielle de notre rayonnement à l'étranger. Et nous l'aurons de moins en moins en le remplaçant par de petites particules, ici flamandes, là francophones, qui vont défendre leurs petits intérêts et préparer leurs petits plats dans leur petit coin. Je le déplore.

Brazzaville, Montréal, La Havane, Casablanca, Islamabad, Manille, Lisbonne, Beyrouth et d'autres sont sur la liste.

Fermer Brazzaville qui est une base de repli éventuel en face de Kinshasa est une aberration. Fermer Montréal est envisagé parce que les francophones ne défendent plus leur bifteck. Supprimer La Havane n'a aucun sens: Cuba est la plus grande île de la région et les castroïstes ne sont plus là pour longtemps. Abandonner Casablanca est une absurdité, c'est notre plus grand consulat d'Afrique. Islamabad! Beyrouth! Il y a folie... Ce sont des économies de bouts de chandelle qui ne per-

mettront pas à la Belgique de passer de 4 à 3 % de déficit budgétaire. Il ne faut pas céder. Il ne faut pas baisser son pantalon devant le rouleau compresseur du nord du pays qu'est la N-VA. Ces dossiers ont une connotation communautaire. Le nouveau gouvernement compte trois partis flamands et un parti francophone. Notre pays est dans la prédominance flamande qui veut déboucher sur sa suppression. Ceux qui ont voté la sixième réforme de l'Etat n'ont certainement pas poursuivi une vision de la pérennité de notre pays. Les Affaires étrangères l'ont toujours défendu envers et contre tous. Aujourd'hui, c'est une catastrophe: on est en train de tout foutre en l'air. J'en appelle au bon sens et au réveil des compatriotes qui veulent que notre pays ait encore un certain renom au-delà de nos frontières.

Entretien: Thierry Boutte